NON MARCHAND

COHESION SOCIALE

**Année 2023**

Règlement des dépenses

**Les justificatifs sont à fournir au plus tard :**

**le 31 mars 2024**

Merci de bien vouloir nous adresser votre dossier numérisé à votre contrôleur de pièces justificatives

Contact : Gaëtan TONON

Adresse : Commission communautaire française

Service Cohésion sociale

Rue des palais 42

1030 Bruxelles

Table des matières

[1. Introduction 4](#_Toc152772286)

[2. Modalités de liquidation de la subvention 5](#_Toc152772287)

[3. Arrêté 2023/2554 : Revalorisation barémique, frais de formation, de secretariat social et frais de personnel 5](#_Toc152772288)

[3.1 Revalorisation salariale 5](#_Toc152772289)

[A. Modifications barémiques 5](#_Toc152772290)

[B. Primes de régularisation 6](#_Toc152772291)

[3.2 Subside pour frais de formation 7](#_Toc152772292)

[3.3 Subside pour frais de secrétariat social 7](#_Toc152772293)

[3.4 Frais de personnel 7](#_Toc152772294)

[4. Arrêté 2023/2714 : Primes de fin d’année et Mobilité 8](#_Toc152772295)

[4.1 Primes de fin d’année 8](#_Toc152772296)

[4.2 Mobilité 8](#_Toc152772297)

[5. Arrêté 2023/2715 : Centres régionaux et BAPA 8](#_Toc152772298)

[6. Contacts 9](#_Toc152772299)

[Annexes 10](#_Toc152772300)

[ANNEXE 1 : LISTE DES BAREMES MAXIMAUX 11](#_Toc152772301)

[ANNEXE 2 : ECHELLE BAREMIQUE SELON LA FONCTION ET LA QUALIFICATION REQUISE EN VIGUEUR DANS LE NON MARCHAND CCF 14](#_Toc152772302)

[ANNEXE 3 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LA REVALORISATION SALARIALE 15](#_Toc152772303)

[ANNEXE 4 : tableau de synthèse des primes de revalorisation octroyées 16](#_Toc152772304)

[ANNEXE 5 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LES PRIMES DE FIN D’ANNEE/MOBILITE 17](#_Toc152772305)

[ANNEXE 5 bis : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LES PRIMES DE FIN D’ANNEE (Centres régionaux et BAPA) 18](#_Toc152772306)

[ANNEXE 6 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR FRAIS DE FORMATION 19](#_Toc152772307)

1. Introduction

L’objet du présent document est de définir les modalités pratiques relatives à l’introduction des pièces justificatives et de préciser les obligations imposées à chaque association qui perçoit une subvention dans le cadre de l’application des arrêtés :

* 2023/2554 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, concernant les avantages en matière de frais de personnel, de formation et de secrétariat social pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française
* Arrêté 2023/2714 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand concernant les avantages relatifs à la prime de fin d’année et à la mobilité pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française
* Arrêté 2023/2715 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2021 concernant les avantages pour les centres régionaux de cohésion sociale et les bureaux d’accueil pour primo-arrivants.

Le Collège a décidé d’octroyer des subventions aux asbl, signataires d’une convention spécifique ou d’un contrat régional de Cohésion sociale, afin de leur permettre d’octroyer à leurs travailleurs une partie du « non-marchand » tel qu’il existe pour les secteurs réglementés social-santé et ISP à la CCF.

Les arrêtés 2023/2554, 2023/2714 et 2023/3715 est téléchargeable à l’adresse <https://ccf.brussels/diversite-et-citoyennete/subsides-cohesion-sociale/non-marchand-cohesion-sociale/>

Le présent document précise les modalités d’utilisation de cette subvention afin d’éviter tout problème de justification de celle-ci.

Il convient de respecter scrupuleusement les règles précisées dès lors qu’en cas d’utilisation différente, ou de justification insuffisante ou non conforme, un remboursement partiel ou total sera réclamé.

Cette subvention ne peut être répartie **que sur des employés mentionnés sur l’annexe 9** et ne bénéficiant pas déjà des accords du non-marchand dans le cadre d’autres services de la Commission Communautaire Française ou d’autres pouvoirs subsidiants ainsi que les employés déjà repris dans les cadres subventionnés d'autres services de la Commission Communautaire Française sont exclus de cette répartition.

La mesure non-marchand a été divisée en **deux arrêtés** pour une meilleure compréhension de ces accords. Chaque association se verra octroyer deux subventions :

* Une subvention pour l’octroi d’avantages en matière de régularisation salariale, de frais de formation, de secrétariat social et de frais de personnel
* Une subvention pour les frais relatifs à la prime de fin d’année et à la mobilité.

Une nouvelle règle voit le jour à la demande des organisations syndicales, chaque subvention devra faire l’objet d’une concertation avec les organisations syndicales, ou à défaut directement avec les employés.

1. Modalités de liquidation de la subvention

Les subsides seront liquidés en deux tranches :

1° une première tranche **de 80 % sera liquidée.**

2° une deuxième tranche pour solde sera, le cas échéant, liquidée sur base d’une déclaration de créance, pour le montant des justificatifs approuvés.

Un tableau récapitulatif des pièces justificatives selon le format prévu devra être joint lors de leur dépôt.

Remarques :

En cas de difficultés relatives à l’utilisation du subside, nous vous conseillons de contacter le Service de la Cohésion sociale avant toute décision relative à cette utilisation.

Si la différence entre vos barèmes actuels et les barèmes CCF ne vous permet pas d’utiliser la totalité du subside suivant les règles définies dans cette circulaire, nous vous conseillons instamment de ne pas utiliser ce subside à d’autres fins.

En effet, le remboursement de l’éventuel trop perçu vous sera demandé.

1. Arrêté 2023/2554 : Revalorisation barémique, frais de formation, de secretariat social et frais de personnel

Un ordre de priorité est inséré dans la répartition de la subvention. Une priorité doit être donnée dans l’ordre à la revalorisation salariale, ensuite aux frais de formation, puis au frais de secrétariat social et enfin de manière subsidiaire si un budget reste disponible à des frais de personnel.

## 3.1 Revalorisation salariale

La partie principale du subside est à affecter à des augmentations barémiques ou à des primes de régularisation ***relatives à l’année civile 2023*** (arriérés payables avant le 28 février 2024).

Si les subsides ont été calculés sur base des travailleurs « affectés à la cohésion sociale », l’utilisation de ceux-ci peut concerner tous les travailleurs (***salariés uniquement***) de l’association. Des avantages peuvent donc être également octroyés aux travailleurs payés sur « fonds propres ».

**Quels sont ces avantages « barémiques » ?**

1. Modifications barémiques

Vous choisissez d’octroyer des modifications barémiques, cela signifie que vous changez le barème de vos travailleurs, ce qui est ***irréversible***. Vous devez continuer à les payer sur base de nouveaux barèmes les années suivantes.

Les barèmes ***maximaux*** que vous pouvez octroyer sont précisés en **ANNEXE 1**.

Les échelles barémiques concernent différentes fonctions reconnues en Cocof. Les fonctions correspondent non seulement au travail exercé mais également au diplôme requis pour exercer la fonction.

Sont jointes en **ANNEXE 2** les règles en vigueur dans le non-marchand Cocof.

L’adaptation à la Cohésion sociale n’est pas encore réalisée.

Vous pouvez également utiliser le subside pour corriger des anomalies d’ancienneté. L’ancienneté à laquelle un employé peut prétendre est celle acquise dans l’association. Pour l’ancienneté acquise auprès d’un autre employeur, il y a lieu de se référer à la circulaire de la COCOF relative à la reconnaissance de l’ancienneté des travailleurs dans les secteurs du non-marchand.

**NOTA BENE** : En CP 329 socio-culturel, l’ancienneté « obligatoire » est celle obtenue dans l’asbl.

**Comment justifier ces augmentations barémiques octroyées de manière irréversible ?**

Nous vous demandons de signer une ***attestation sur l’honneur*** relative à l’utilisation du subside (attestation en annexe 3)

La justification se fait pour les augmentations barémiques directement sur la fiche de paie qui doit alors mentionner la partie de la revalorisation distincte du traitement initial.

Sont prises en compte :

* L’augmentation barémique brute
* L’augmentation ONSS qui en résulte
* L’augmentation éventuelle d’autres charges patronales (exemple : effet sur le pécule de vacances).
1. Primes de régularisation

Celles-ci sont à calculer selon les mêmes principes que les modifications barémiques (voir a.) mais au lieu de modifier de manière irréversible tous les barèmes, vous octroyez des primes équivalentes aux différences entre le barème non marchand et la rémunération payée en 2023. Le traitement annuel brut octroyé en 2023 doit être comparé avec l’addition des douze traitements mensuels bruts fixés dans les barèmes Non-Marchand de la COCOF multipliés pour chacun d’eux par le coefficient d’indexation en vigueur pour ce mois et doit être proratisée par le temps de travail sur l’année.

Ces primes ne sont pas obligatoirement récurrentes.

Comme pour les modifications barémiques, les primes peuvent :

 -corriger les anomalies d’ancienneté

 -augmenter (de façon réversible) le barème octroyé aux travailleurs afin de se rapprocher des barèmes du non marchand repris à l’annexe 1

Ces primes doivent être déclarées et sont donc soumises à l’ONSS.

Les montants « maximaux » à utiliser pour le calcul des primes de régularisation sont ceux des barèmes NM de la Cocof (cf. ANNEXE 1)

**Comment justifier ces primes de régularisation ?**

Comme pour les augmentations barémiques nous vous demandons une attestation sur l’honneur (annexe 3).

En outre, toutes les primes de régularisation doivent être reprises dans une annexe 4. Pour chacune de ces primes, le nom et prénom de l’employé auquel cette prime est octroyée ainsi que sa fonction, son niveau de diplôme le plus élevé, sa commission paritaire et son échelon actuels, son traitement annuel brut en 2023 (avant l’attribution de la prime) ainsi que l’échelon auquel l’employé peut prétendre et le traitement annuel brut de 2023 correspondant à cet échelon.

Les justificatifs à déposer sont les fiches du secrétariat social relatives au calcul de ces primes avec une mention « prime de régularisation » et la preuve de paiement des primes (et de l’ONSS correspondant).

Les primes sont calculées pour revaloriser le traitement de(s) l’employé(s) durant l’année 2023 et payées en 2024.

## 3.2 Subside pour frais de formation

Un montant de maximum de 20% de la subvention totale peut être justifié par ***des frais de formation relatifs à la période du 1er juillet 2023 au 30 décembre 2023***. *Les justificatifs* seront constitués par des factures (plus preuves de paiement) relatives à des dépenses en matière de formation.

Les formations « individuelles » (qui ne concernent qu’un seul travailleur) doivent concerner les travailleurs « cohésion sociale », les formations collectives (formations données à un groupe de travailleurs) peuvent concerner tous les travailleurs de l’association si cette formation est destinée en partie à des travailleurs affectés à la cohésion sociale. En outre, le minerval ou les frais d’inscription à des formations continuées qualifiantes ne seront pas pris en charge par le subside non-marchand.

Nous vous demandons également de signer une ***attestation sur l’honneur*** relative à l’utilisation du subside pour ce qui concerne les frais de formation uniquement (attestation en ANNEXE 6).

## 3.3 Subside pour frais de secrétariat social

Un montant maximum de 100 € par ETP « affecté à la cohésion sociale » est octroyé pour permettre de payer les frais supplémentaires de secrétariat social engendrés par la nécessité de faire les calculs de ces avantages non-marchands.

Les justificatifs sont les factures des secrétariats sociaux relatives à ce travail supplémentaire et les preuves de paiement.

## 3.4 Frais de personnel

Si un budget reste disponible, après déduction des avantages précités, l’ASBL peut justifier une partie des frais de personnel affecté à la cohésion sociale pour un montant maximum de 2307.14 euros par ETP.

Un cachet de ventilation entre la partie justifiée via cette subvention, la partie justifiée par le subside cohésion sociale et l’éventuelle partie justifiée par d’autres subventions devra figurer sur la fiche de paie.

1. Arrêté 2023/2714 : Primes de fin d’année et Mobilité

Deux types de frais sont éligibles pour cette subvention : les primes de fin d’année et la mobilité.

## 4.1 Primes de fin d’année

Cette subvention peut intervenir pour le financement des parties 2.3 et 2.4 relatives au calcul de la prime de fin d’année de la COCOF. Cela signifie qu’un montant maximum de 1770 euros bruts (charges patronales comprises) peut être justifié pour les primes de fin d’année de vos employés **affectés au projet de cohésion sociale** via cette subvention.

Le paiement d’une prime de fin d’année deviendra récurrent sauf si elle est explicitement prévue comme exceptionnelle.

Les primes de fin d’année ne peuvent excéder le montant de la prime de fin d’année de la COCOF. Vous trouverez la formule de calcul de la prime de fin d’année de la COCOF à l’adresse <https://ccf.brussels/diversite-et-citoyennete/subsides-cohesion-sociale/non-marchand-cohesion-sociale/>

Pour les travailleurs à temps partiel ou n’ayant pas travaillé une année civile complète, le montant (1770 euros brut charges patronales comprises) du plafond maximum de participation à ces primes est calculé au prorata de leurs prestations sur la période de référence du 1 janvier au 30 septembre 2023

Par exemple : si le travailleur est engagé à mi-temps à partir de mars, on multiplie le total par 0,5 et par 7/9.

**Comment justifier ces primes de fin d’année ?**

Une attestation sur l’honneur doit être également transmise (annexe 5)

Les justificatifs à transmettre correspondent aux fiches de paie relatives au paiement de ces primes de fin d’année ainsi que la preuve de paiement.

## 4.2 Mobilité

L’ASBL peut justifier des frais relatifs aux abonnements STIB du personnel affecté à la cohésion sociale. Un montant maximum de 300 euros peut être justifié via cette subvention. Les pièces justificatives à déposer comprennent la preuve de l’abonnement STIB nominatif, la facture et la preuve de paiement.

1. Arrêté 2023/2715 : Centres régionaux et BAPA

Les centres régionaux sont intégrés dès cette année aux mesures non-marchand.

L’ASBL peut justifier des primes de fin d’année selon un plafond maximum de 1250 euros par ETP (ce qui correspond à la partie 2.4 de la circulaire relative à la prime de fin d’année de la COCOF) au prorata de leurs prestations sur la période de référence du 1 janvier au 30 septembre 2023.

Les justificatifs à transmettre correspondent aux fiches de paie relatives au paiement de ces primes de fin d’année ainsi que la preuve de paiement. Une attestation sur l’honneur doit être également transmise (annexe 5 bis ).

1. Contacts

Pour toutes questions concernant ces mesures non-marchand :

**Gaëtan TONON**

Téléphone : 02/800 83 88 - Courriel : gtonon@spfb.brussels

Pour toutes questions concernant votre dossier non-marchand, veuillez contacter votre contrôleur de justificatifs :

|  |  |
| --- | --- |
| Repère contour | **Contrôleurs des pièces justificatives COCOF** |
| **Anderlecht, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette** | Wahiba SALEK CHERGUI02/800.81.07wsalekchergui@spfb.brussels  |
| **Forest, Ixelles, Saint-Gilles, Schaerbeek, Koekelberg** | Esra AKIN02/800.83.44eakin@spfb.brussels |
| **Molenbeek, Saint-Josse, Ville de Bruxelles** | Nicolas HOTZ02/800.83.42nhotz@spfb.brussels |
| **Berchem-Sainte-Agathe, Uccle, Watermael-Boitsfort, Auderghem, Wolume-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre** |  Stéphanie GODDIN02/800.81.44sgoddin@spfb.brussels |

Annexes

* annexe 1 : liste des barèmes maximaux
* annexe 2 : échelle barémique selon la fonction et la qualification requise en vigueur dans le non marchand CCF
* annexe 3 : attestation sur l’honneur pour la revalorisation salariale
* annexe 4  : tableau de synthèse des primes de revalorisation octroyées
* annexe 5 : attestation sur l’honneur pour les primes de fin d’année/Mobilité
* annexe 5 bis : attestation sur l’honneur pour les primes de fin d’année (CR/BAPA)
* annexe 6 : attestation sur l’honneur pour frais de formation

## ANNEXE 1 : LISTE DES BAREMES MAXIMAUX

**BAREMES INDEXES AU 01/01/2023 (1,9999)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ANNEES | CCF-NM-01 | CCF-NM-02 | CCF-NM-03 | CCF-NM-04 | CCF-NM-05 | CCF-NM-06 | CCF-NM-07 | CCF-NM-09 |
| 0 | 44339,21 | 42451,69 | 35320,47 | 32923,89 | 30380,08 | 29315,10 | 28597,68 | 26867,43 |
| 1 | 46511,65 | 44132,62 | 36385,42 | 35320,47 | 32687,55 | 31622,52 | 30721,56 | 28991,29 |
| 2 | 46511,65 | 44132,62 | 36385,42 | 35320,47 | 32687,55 | 31622,52 | 31000,71 | 29270,44 |
| 3 | 48457,57 | 45361,03 | 37450,35 | 36385,42 | 33220,06 | 32155,08 | 31279,84 | 29549,59 |
| 4 | 48457,57 | 45361,03 | 37450,35 | 36385,42 | 33220,06 | 32155,08 | 31559,02 | 29828,71 |
| 5 | 50403,48 | 46589,44 | 42680,05 | 37450,35 | 33929,99 | 32865,06 | 31838,19 | 30107,88 |
| 6 | 50403,48 | 46589,44 | 42680,05 | 37450,35 | 33929,99 | 32865,06 | 32117,35 | 30387,02 |
| 7 | 52349,40 | 47817,87 | 43766,07 | 42680,05 | 38516,78 | 34285,03 | 32396,49 | 30666,20 |
| 8 | 52349,40 | 47817,87 | 44490,06 | 42680,05 | 38516,78 | 34285,03 | 32675,67 | 30945,36 |
| 9 | 54295,32 | 49046,32 | 45576,10 | 43766,09 | 39602,86 | 35705,02 | 32954,85 | 31224,52 |
| 10 | 55019,31 | 49770,31 | 45576,10 | 44490,06 | 40326,83 | 36414,94 | 34050,22 | 32319,68 |
| 11 | 56965,23 | 50998,72 | 46662,13 | 45576,08 | 41412,82 | 37657,44 | 34385,00 | 32654,47 |
| 12 | 56965,23 | 50998,72 | 46662,13 | 45576,08 | 41412,82 | 37657,44 | 34719,90 | 32989,35 |
| 13 | 58911,15 | 52227,21 | 47748,14 | 46662,13 | 42498,92 | 38908,91 | 35054,74 | 33324,21 |
| 14 | 58911,15 | 52227,21 | 51489,12 | 46662,13 | 42498,92 | 38908,91 | 35389,62 | 33659,04 |
| 15 | 60857,08 | 53455,65 | 52575,13 | 47748,14 | 43584,90 | 40176,03 | 35724,50 | 33993,96 |
| 16 | 60857,08 | 53455,65 | 52575,13 | 51489,12 | 43584,90 | 40176,03 | 36059,28 | 34328,78 |
| 17 | 62803,00 | 54684,04 | 53661,12 | 52575,13 | 44670,95 | 41443,13 | 36394,21 | 34663,63 |
| 18 | 62803,00 | 54684,04 | 53661,12 | 52575,13 | 44670,95 | 41443,13 | 36729,02 | 34998,49 |
| 19 | 64748,93 | 55912,43 | 54747,20 | 53661,12 | 45756,99 | 42710,31 | 37063,90 | 35333,38 |
| 20 | 64748,93 | 55912,43 | 54747,20 | 53661,12 | 45756,99 | 42710,31 | 37398,73 | 35668,22 |
| 21 | 66694,89 | 57140,92 | 55833,21 | 54747,20 | 46843,03 | 43977,36 | 37733,58 | 36003,08 |
| 22 | 66694,89 | 57140,92 | 55833,21 | 54747,20 | 46843,03 | 43977,36 | 38068,48 | 36337,91 |
| 23 | 68640,79 | 58369,36 | 56919,29 | 55833,21 | 47929,08 | 45244,45 | 38403,31 | 36672,79 |
| 24 | 68640,79 | 58369,36 | 56919,29 | 55833,21 | 47929,08 | 45244,45 | 38744,21 | 37007,64 |
| 25 | 68640,79 | 59597,80 | 58005,33 | 56919,29 | 49015,12 | 46511,61 | 39085,68 | 37342,50 |
| 26 | 68640,79 | 59597,80 | 58005,33 | 56919,29 | 49015,12 | 46511,61 | 39427,21 | 37677,36 |
| 27 | 68640,79 | 60826,24 | 58005,33 | 58005,33 | 50101,09 | 47778,66 | 39768,68 | 38012,20 |
| 28 | 68640,79 | 60826,24 | 58005,33 | 58005,33 | 50101,09 | 47778,66 | 40111,35 | 38347,11 |
| 29 | 68640,79 | 60826,24 | 58005,33 | 58005,33 | 50101,09 | 49045,78 | 40451,76 | 38686,70 |
| 30 | 68640,79 | 60826,24 | 58005,33 | 58005,33 | 50101,09 | 49045,78 | 40451,76 | 38686,70 |
| 31 | 68640,79 | 60826,24 | 58005,33 | 58005,33 | 50101,09 | 49045,78 | 40451,76 | 38686,70 |

**BAREMES INDEXES AU 01/12/2023 (2,0399)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ANNEES | CCF-NM-01 | CCF-NM-02 | CCF-NM-03 | CCF-NM-04 | CCF-NM-05 | CCF-NM-06 | CCF-NM-07 | CCF-NM-09 |
| 0 | 45226,04 | 43300,77 | 36026,92 | 33582,40 | 30987,71 | 29901,43 | 29169,66 | 27404,81 |
| 1 | 47441,93 | 45015,31 | 37113,16 | 36026,92 | 33341,33 | 32255,00 | 31336,02 | 29571,14 |
| 2 | 47441,93 | 45015,31 | 37113,16 | 36026,92 | 33341,33 | 32255,00 | 31620,76 | 29855,87 |
| 3 | 49426,77 | 46268,30 | 38199,40 | 37113,16 | 33884,49 | 32798,21 | 31905,47 | 30140,61 |
| 4 | 49426,77 | 46268,30 | 38199,40 | 37113,16 | 33884,49 | 32798,21 | 32190,23 | 30425,31 |
| 5 | 51411,59 | 47521,28 | 43533,69 | 38199,40 | 34608,63 | 33522,39 | 32474,99 | 30710,07 |
| 6 | 51411,59 | 47521,28 | 43533,69 | 38199,40 | 34608,63 | 33522,39 | 32759,73 | 30994,79 |
| 7 | 53396,44 | 48774,27 | 44641,43 | 43533,69 | 39287,15 | 34970,76 | 33044,45 | 31279,56 |
| 8 | 53396,44 | 48774,27 | 45379,90 | 43533,69 | 39287,15 | 34970,76 | 33329,21 | 31564,29 |
| 9 | 55381,28 | 50027,29 | 46487,67 | 44641,46 | 40394,95 | 36419,15 | 33613,98 | 31849,04 |
| 10 | 56119,75 | 50765,76 | 46487,67 | 45379,90 | 41133,41 | 37143,27 | 34731,26 | 32966,11 |
| 11 | 58104,59 | 52018,75 | 47595,41 | 46487,65 | 42241,12 | 38410,63 | 35072,73 | 33307,59 |
| 12 | 58104,59 | 52018,75 | 47595,41 | 46487,65 | 42241,12 | 38410,63 | 35414,34 | 33649,17 |
| 13 | 60089,44 | 53271,81 | 48703,15 | 47595,41 | 43348,94 | 39687,13 | 35755,87 | 33990,73 |
| 14 | 60089,44 | 53271,81 | 52518,96 | 47595,41 | 43348,94 | 39687,13 | 36097,45 | 34332,26 |
| 15 | 62074,28 | 54524,81 | 53626,69 | 48703,15 | 44456,64 | 40979,59 | 36439,03 | 34673,87 |
| 16 | 62074,28 | 54524,81 | 53626,69 | 52518,96 | 44456,64 | 40979,59 | 36780,50 | 35015,39 |
| 17 | 64059,12 | 55777,77 | 54734,40 | 53626,69 | 45564,41 | 42272,03 | 37122,13 | 35356,94 |
| 18 | 64059,12 | 55777,77 | 54734,40 | 53626,69 | 45564,41 | 42272,03 | 37463,64 | 35698,50 |
| 19 | 66043,98 | 57030,73 | 55842,20 | 54734,40 | 46672,18 | 43564,56 | 37805,21 | 36040,08 |
| 20 | 66043,98 | 57030,73 | 55842,20 | 54734,40 | 46672,18 | 43564,56 | 38146,74 | 36381,62 |
| 21 | 68028,85 | 58283,80 | 56949,93 | 55842,20 | 47779,93 | 44856,96 | 38488,29 | 36723,18 |
| 22 | 68028,85 | 58283,80 | 56949,93 | 55842,20 | 47779,93 | 44856,96 | 38829,89 | 37064,70 |
| 23 | 70013,67 | 59536,80 | 58057,73 | 56949,93 | 48887,71 | 46149,39 | 39171,42 | 37406,29 |
| 24 | 70013,67 | 59536,80 | 58057,73 | 56949,93 | 48887,71 | 46149,39 | 39519,14 | 37747,83 |
| 25 | 70013,67 | 60789,82 | 59165,49 | 58057,73 | 49995,47 | 47441,89 | 39867,43 | 38089,38 |
| 26 | 70013,67 | 60789,82 | 59165,49 | 58057,73 | 49995,47 | 47441,89 | 40215,79 | 38430,94 |
| 27 | 70013,67 | 62042,83 | 59165,49 | 59165,49 | 51103,17 | 48734,29 | 40564,09 | 38772,48 |
| 28 | 70013,67 | 62042,83 | 59165,49 | 59165,49 | 51103,17 | 48734,29 | 40913,62 | 39114,09 |
| 29 | 70013,67 | 62042,83 | 59165,49 | 59165,49 | 51103,17 | 50026,74 | 41260,83 | 39460,48 |
| 30 | 70013,67 | 62042,83 | 59165,49 | 59165,49 | 51103,17 | 50026,74 | 41260,83 | 39460,48 |
| 31 | 70013,67 | 62042,83 | 59165,49 | 59165,49 | 51103,17 | 50026,74 | 41260,83 | 39460,48 |

**BAREMES INDEXES sur l’année**

**(À comparer pour une personne temps plein ayant travaillé toute l’année en 2023)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ANNEES | CCF-NM-01 | CCF-NM-02 | CCF-NM-03 | CCF-NM-04 | CCF-NM-05 | CCF-NM-06 | CCF-NM-07 | CCF-NM-09 |
| 0 | 44413,11 | 42522,45 | 35379,34 | 32978,77 | 30430,71 | 29363,96 | 28645,34 | 26912,21 |
| 1 | 46589,18 | 44206,18 | 36446,06 | 35379,34 | 32742,03 | 31675,23 | 30772,77 | 29039,61 |
| 2 | 46589,18 | 44206,18 | 36446,06 | 35379,34 | 32742,03 | 31675,23 | 31052,38 | 29319,22 |
| 3 | 48538,34 | 45436,64 | 37512,77 | 36446,06 | 33275,43 | 32208,67 | 31331,98 | 29598,84 |
| 4 | 48538,34 | 45436,64 | 37512,77 | 36446,06 | 33275,43 | 32208,67 | 31611,62 | 29878,42 |
| 5 | 50487,49 | 46667,10 | 42751,18 | 37512,77 | 33986,54 | 32919,83 | 31891,26 | 30158,06 |
| 6 | 50487,49 | 46667,10 | 42751,18 | 37512,77 | 33986,54 | 32919,83 | 32170,88 | 30437,67 |
| 7 | 52436,65 | 47897,57 | 43839,02 | 42751,18 | 38580,98 | 34342,17 | 32450,49 | 30717,32 |
| 8 | 52436,65 | 47897,57 | 44564,21 | 42751,18 | 38580,98 | 34342,17 | 32730,13 | 30996,93 |
| 9 | 54385,82 | 49128,06 | 45652,07 | 43839,04 | 39668,86 | 35764,53 | 33009,78 | 31276,56 |
| 10 | 55111,01 | 49853,26 | 45652,07 | 44564,21 | 40394,05 | 36475,63 | 34106,98 | 32373,55 |
| 11 | 57060,18 | 51083,72 | 46739,90 | 45652,04 | 41481,85 | 37720,21 | 34442,31 | 32708,89 |
| 12 | 57060,18 | 51083,72 | 46739,90 | 45652,04 | 41481,85 | 37720,21 | 34777,77 | 33044,34 |
| 13 | 59009,34 | 52314,26 | 47827,72 | 46739,90 | 42569,76 | 38973,76 | 35113,17 | 33379,76 |
| 14 | 59009,34 | 52314,26 | 51574,94 | 46739,90 | 42569,76 | 38973,76 | 35448,60 | 33715,14 |
| 15 | 60958,51 | 53544,74 | 52662,76 | 47827,72 | 43657,55 | 40242,99 | 35784,05 | 34050,62 |
| 16 | 60958,51 | 53544,74 | 52662,76 | 51574,94 | 43657,55 | 40242,99 | 36119,38 | 34386,00 |
| 17 | 62907,68 | 54775,18 | 53750,56 | 52662,76 | 44745,40 | 41512,21 | 36454,87 | 34721,41 |
| 18 | 62907,68 | 54775,18 | 53750,56 | 52662,76 | 44745,40 | 41512,21 | 36790,24 | 35056,83 |
| 19 | 64856,85 | 56005,62 | 54838,45 | 53750,56 | 45833,26 | 42781,50 | 37125,67 | 35392,27 |
| 20 | 64856,85 | 56005,62 | 54838,45 | 53750,56 | 45833,26 | 42781,50 | 37461,06 | 35727,67 |
| 21 | 66806,05 | 57236,16 | 55926,27 | 54838,45 | 46921,10 | 44050,66 | 37796,47 | 36063,09 |
| 22 | 66806,05 | 57236,16 | 55926,27 | 54838,45 | 46921,10 | 44050,66 | 38131,93 | 36398,48 |
| 23 | 68755,19 | 58466,64 | 57014,16 | 55926,27 | 48008,97 | 45319,86 | 38467,32 | 36733,92 |
| 24 | 68755,19 | 58466,64 | 57014,16 | 55926,27 | 48008,97 | 45319,86 | 38808,79 | 37069,33 |
| 25 | 68755,19 | 59697,14 | 58102,01 | 57014,16 | 49096,81 | 46589,13 | 39150,83 | 37404,74 |
| 26 | 68755,19 | 59697,14 | 58102,01 | 57014,16 | 49096,81 | 46589,13 | 39492,93 | 37740,16 |
| 27 | 68755,19 | 60927,62 | 58102,01 | 58102,01 | 50184,60 | 47858,30 | 39834,96 | 38075,56 |
| 28 | 68755,19 | 60927,62 | 58102,01 | 58102,01 | 50184,60 | 47858,30 | 40178,21 | 38411,02 |
| 29 | 68755,19 | 60927,62 | 58102,01 | 58102,01 | 50184,60 | 49127,52 | 40519,18 | 38751,19 |
| 30 | 68755,19 | 60927,62 | 58102,01 | 58102,01 | 50184,60 | 49127,52 | 40519,18 | 38751,19 |
| 31 | 68755,19 | 60927,62 | 58102,01 | 58102,01 | 50184,60 | 49127,52 | 40519,18 | 38751,19 |

## ANNEXE 2 : ECHELLE BAREMIQUE SELON LA FONCTION ET LA QUALIFICATION REQUISE EN VIGUEUR DANS LE NON MARCHAND CCF

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **FONCTION** | **QUALIFICATION** | **NM CCF** | **CF 329** |
| Directeur (équipe de au moins 10 ETP) | universitaire | 1 | 6 |
| Directeur non universitaire, coordinateur avec au moins 5 ETP dans équipe | ESNU | 2 | 5 |
| coordinateur avec 3 à 5 ETP dans l'équipe | ESNU | 3 | 4.2 |
| animateur classe1, éducateur classe 1, formateur classe 1, accompagnateur classe 1, gradué paramédical | ESNU | 4 | 4.1 |
| animateur classe 2, éducateur classe 2, formateur classe 2 accompagnateur classe 2 | CESS | 5 | 3 |
| secrétaire administratif | CESS | 6 | 3 |
| éducateur classe 3, formateur classe 3 | 6P | 7 | 2 |
| éducateur classe 4 | CESI | 9 | 2 |

## ANNEXE 3 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LA REVALORISATION SALARIALE

Je soussigné(e).......................................................................................................................................................

Agissant en qualité de ..........................................................................................................................................

Représentant l’asbl ...............................................................................................................................................

Atteste sur l'honneur que le subside qui a été octroyé à mon association pour les augmentations barémiques ou primes de régularisation a été utilisé conformément aux principes visés à l’article 2, de l’ arrêté 2022/2540 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française, à savoir :

1. Les augmentations barémiques ou les primes de régularisation ne peuvent aboutir à des rémunérations supérieures à celles fixées par les barèmes Non-marchand de la CCF.

2. Une priorité doit être donnée à la revalorisation barémique ou au paiement d’une prime de revalorisation avant de justifier des frais de salaire pour le personnel affecté à la cohésion sociale si certains employés affectés à la cohésion sociale ont une rémunération inférieure aux barèmes Non-marchand de la COCOF.

3. La revalorisation barémique peut être également effectuée pour des personnes employées par l’ASBL mais non affectées à la cohésion sociale afin que tous les travailleurs de l’ASBL se retrouvent dans des conditions barémiques semblables après avoir revalorisé le barème du personnel affecté à la cohésion sociale

4. La justification se fait soit pour les augmentations barémiques directement sur la fiche de paie qui doit alors mentionner la partie de la revalorisation distincte du traitement initial soit pour les primes de revalorisation par la fiche de paie y afférente avec une mention « prime non marchand ». Une attestation, dont le modèle sera fourni par les services du collège, justifiant la différence que la valorisation comble entre le traitement initial et le traitement auquel il peut prétendre doit être transmis lors de la remise des pièces justificatives pour chaque prime de revalorisation. Pour rappel, le traitement annuel brut octroyé en 2023 doit être comparé avec l’addition des douze traitements mensuels bruts fixés dans les barèmes Non-Marchand de la COCOF multipliés pour chacun d’eux par le coefficient d’indexation en vigueur pour ce mois et doit être proratisée par le temps de travail sur l’année.

5. Des frais de revalorisation barémique ou de prime de revalorisation pour les travailleurs ACS pour lesquels l’employeur a bénéficié d’un subside octroyé par l’arrêté 2023/2092 du Collège de la Commission communautaire française du relatif à l’intervention complémentaire partielle en faveur des employeurs des secteurs non marchands qui occupent des agents contractuels subventionnés, ne peuvent être justifiés dans le cadre de cette subvention.

Je m’engage à fournir à l’administration de la Commission communautaire française tous les justificatifs afférents à cette subvention.

J’atteste sur l’honneur que les augmentations barémiques ou primes de régularisation ou primes de fin d’année octroyées n’ont pas fait l’objet d’une autre subvention par la Commission communautaire française ou un autre pouvoir subsidiant. Fait à Bruxelles, le ........................................................

Signature du représentant qualifié de l’asbl

## ANNEXE 4 : tableau de synthèse des primes de revalorisation octroyées

Veuillez compléter le tableau pour chaque prime de revalorisation versée et indiquer en justification une explication sur l’échelon du non-marchand ou l’ancienneté auquel l’employé peut prétendre (Par exemple, « master reconnu en Belgique engagé en niveau bachelier dans l’association », ou encore par exemple « 5 années prestées dans une fonction similaire dans l’ASBL … avant d’arriver dans l’association et non reconnu dans l’ASBL") :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom, Prénom  |  |
| Fonction |  |
| Niveau le plus élevé du diplôme reconnu |  |
| Commission paritaire actuelle |  |
| Echelon actuel  |  |
| Nombre d’année d’ancienneté actuel |  |
| Traitement annuel brut (2023) (**sans compter la prime de revalorisation octroyée**) |  |
| Échelon des barèmes du non-marchand auquel l’employé peut prétendre |  |
| Nombre d’année d’ancienneté auquel l’employé peut prétendre |  |
| Traitement annuel brut dudit échelon 2023 |  |
| Prime de revalorisation octroyée pour 2023 (brut) |  |
| Montant des charges ONSS associé à la prime octroyée : |  |
| Justification :  |  |

## ANNEXE 5 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LES PRIMES DE FIN D’ANNEE/MOBILITE

Je soussigné(e).......................................................................................................................................................

Agissant en qualité de ..........................................................................................................................................

Représentant l’asbl ...............................................................................................................................................

Atteste sur l'honneur que le subside qui a été octroyé à mon association pour les primes de fin d’année a été utilisé conformément aux principes visés à l’article 2, § 3 de l’arrêté 2023/2714 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand concernant les avantages relatifs à la prime de fin d’année et à la mobilité pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française, à savoir :

1. La répartition entre les travailleurs des moyens octroyés aux associations, se fait, par les employeurs après concertation avec les délégations syndicales, ou à défaut directement avec les travailleurs, et doit servir soit au paiement d’une prime de fin d’année calculée selon les règles du NM de la COCOF soit au paiement des frais d’abonnement STIB. Pour les frais relatifs aux primes de fin d’année, un montant maximum de 1770 euros bruts charges patronales comprises (correspondant aux parties 2.3 et 2.4 de la circulaire relative à la prime de fin d’année 2023 de la COCOF) peut être justifié par Equivalent Temps Plein calculé au prorata du temps de travail effectué sur la période de référence du 1 janvier au 30 septembre 2023. Pour les frais relatifs à la mobilité, un montant maximum de 300 euros peut être justifié par Equivalents Temps Plein affecté à la cohésion sociale. Seuls les travailleurs affectés à la cohésion sociale mentionnés dans l’annexe 9 2024 (cadastre du personnel 2023) pourront en bénéficier.
2. Le montant de la prime octroyée ne peut être supérieure au montant de la prime prévue dans la circulaire générale relative à la prime de fin d’année de la COCOF, ou le montant prévu par une commission paritaire particulière.
3. Les employés bénéficiant déjà des accords du non-marchand dans le cadre d’autres services de la Commission Communautaire Française ou d’autres pouvoirs subsidiants ainsi que les employés déjà repris dans les cadres subventionnés d'autres services de la Commission Communautaire Française sont exclus de cette répartition.
4. Les employés qui ne sont pas repris sur l’annexe 9 2024 (cadastre 2023) ne peuvent prétendre à ces accords du non-marchand. Je m’engage à fournir à l’administration de la Commission communautaire française tous les justificatifs afférents à cette subvention.

J’atteste sur l’honneur que les augmentations barémiques ou primes de régularisation ou primes de fin d’année octroyées n’ont pas fait l’objet d’une autre subvention par la Commission communautaire française ou un autre pouvoir subsidiant.

Fait à Bruxelles, le ........................................................

Signature du représentant qualifié de l’asbl

## ANNEXE 5 bis : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR LES PRIMES DE FIN D’ANNEE (Centres régionaux et BAPA)

Je soussigné(e).......................................................................................................................................................

Agissant en qualité de ..........................................................................................................................................

Représentant l’asbl ...............................................................................................................................................

Atteste sur l'honneur que le subside qui a été octroyé à mon association pour les primes de fin d’année a été utilisé conformément aux principes visés à l’article 2, § 3 de l’arrêté 2023/2714 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand concernant les avantages relatifs à la prime de fin d’année et à la mobilité pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française, à savoir :

1) La répartition entre les travailleurs des moyens octroyés aux associations, se fait, par les employeurs après concertation avec les délégations syndicales, ou à défaut directement avec les travailleurs, et doit servir au paiement d’une prime de fin d’année calculée selon les règles du NM de la COCOF. Pour les frais relatifs aux primes de fin d’année, un montant maximum de 1250 euros bruts (charges patronales comprises) peut être justifié par Equivalents Temps Plein. Seuls les travailleurs mentionnés dans l’annexe 9 ou dans l’annexe 9 bis (cadastre 2023) comme étant affectés aux missions des centres régionaux ou des bureaux d’accueil pour primo-arrivants pourront en bénéficier. Ce forfait sera calculé au prorata du temps de travail effectué sur la période de référence du 1 janvier au 30 septembre 2023

2) Le montant de la prime octroyée ne peut être supérieure au montant de la prime prévue dans la circulaire générale relative à la prime de fin d’année de la COCOF, ou le montant prévu par une commission paritaire particulière.

3) Les employés bénéficiant déjà des accords du non-marchand dans le cadre d’autres services de la Commission Communautaire Française ou d’autres pouvoirs subsidiants ainsi que les employés déjà repris dans les cadres subventionnés d'autres services de la Commission Communautaire Française sont exclus de cette répartition.

4) Les employés qui ne sont pas repris sur l’annexe 9 ou l’annexe 9 bis (cadastre 2023) ne peuvent prétendre à ces accords du non-marchand.

J’atteste sur l’honneur que les augmentations barémiques ou primes de régularisation ou primes de fin d’année octroyées n’ont pas fait l’objet d’une autre subvention par la Commission communautaire française ou un autre pouvoir subsidiant.

Fait à Bruxelles, le ........................................................ Signature du représentant qualifié de l’asbl

## ANNEXE 6 : ATTESTATION SUR L’HONNEUR POUR FRAIS DE FORMATION

Je soussigné(e).......................................................................................................................................................

Agissant en qualité de ..........................................................................................................................................

Représentant l’asbl ...............................................................................................................................................

certifie par la présente qu’aucune pièce comptable utilisée pour justifier la somme de...................................€ reçue (ou à recevoir) de la Commission communautaire française, dans le cadre de l’application de l’ Arrêté 2023/2554 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux mesures prévues dans le cadre de l’accord avec le non-marchand conclu en 2000, concernant les avantages en matière de frais de personnel, de formation et de secrétariat social pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française, n’a servi ni ne servira à justifier aucune autre subvention reçue ou à recevoir pour le même objet, de toute autre autorité administrative quelle qu’elle soit.

Seule est admise, une utilisation partielle des mêmes pièces justificatives, en cas de « ventilation » selon chaque pouvoir subsidiant.

Fait à Bruxelles, le .........................................................

Signature du représentant qualifié de l’asbl